



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA MARNE

**Direction départementale  
des territoires**

Service Environnement  
Eau – Préservation des Ressources  
Cellule procédures environnementales

**AP n° 2019-LEV-MD-184-IC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL  
de levée de mise en demeure  
de la SA ETABLISSEMENTS BLANDIN  
concernant les prescriptions pour l'exploitation de la carrière  
située sur le territoire de la commune d'Orconte, lieu-dit « Les Garceaux »**

**Le préfet de la Marne**

- VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 170-1 et suivants ;
- VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2014-A-021-CARR en date du 24 novembre 2014;
- VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2018-MD-73-IC du 29 juin 2018
- VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 16 décembre 2019, établis à l'issue des visites d'inspections du 2 octobre 2019 et du 11 décembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que la SA ETABLISSEMENTS BLANDIN exploite sur le territoire de la commune d'Orconte au lieu-dit « Les Garceaux », une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2510, exploitation de carrières ;

**CONSIDÉRANT** que, par arrêté préfectoral n° 2018-MD-73-IC du 29 juin 2018, la SA ETABLISSEMENTS BLANDIN a été mise en demeure, pour la carrière qu'elle exploite à Orconte au lieu-dit « Les Garceaux », de se conformer aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014-A-021-CARR du 24 novembre 2014 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 2 octobre 2019, l'exploitant s'est engagé à respecter les prescriptions avant la fin du mois d'octobre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 11 décembre 2019 l'exploitant a respecté ces engagements ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu de ce qui précède, la mise en demeure du 29 juin 2019 précitée, peut être levée.

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2018-MD-73-IC du 29 juin 2018 sont levées.

### **ARTICLE 2**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la sous-préfecture de Vitry le François, à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction du service interministériel de défense et de la protection civile, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'au maire d'Orconte qui en donnera communication à son conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, au siège social de la SA Etablissements BLANDIN, 20 voie Chanteraine à Recy (51 520).

Châlons-en-Champagne, le **19 DEC. 2019**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général de la préfecture



Denis GAUDIN

### **RECOURS**

*La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par voie postale, soit par le biais du site téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*